

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule Risques Accidentels  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 TARBES

TARBES, le 28/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LE CLUB DES MARQUES SAS**

1334 Avenue d'Aquitaine  
40190 Villeneuve-de-Marsan

Références : 2023-0644-dp  
Code AIOT : 0003700689

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement LE CLUB DES MARQUES SAS implanté Lieu dit Bordeneuve 32110 Panjas. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques

( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE CLUB DES MARQUES SAS
- Lieu dit Bordeneuve 32110 Panjas
- Code AIOT : 0003700689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Club des Marques sur la commune de PANJAS (32) est un site de stockage d'alcool de bouche situé au lieu-dit "Bordeneuve". Il est réglementé par l'arrêté préfectoral du 24 avril 1975 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°32-2022-02-23-00001 du 23 février 2022. Ce site comporte 3 chais de stockage d'une capacité totale de 1450m3.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 août 2017
- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°32-2022-02-23-00001 en date du 23 février 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.2	/	Lettre de suite	12 mois
3	Réalisation d'une étude ATEX	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.8	/	Lettre de suite	3 mois
6	Mise en place de dispositifs de désenfumage sur les chais n°2 et 3	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.5	/	Lettre de suite	3 mois
7	Mise en place de deux réserves incendie – validation SDIS	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 8.7.1	/	Lettre de suite	3 mois
8	Mise en place d'un dispositif de coupure d'urgence	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.7.3	/	Lettre de suite	3 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.4	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Interrupteur général de coupure de l'alimentation électrique	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.7.1	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.9	/	Sans objet
5	Mise en œuvre de 2 aires de chargement	AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de vérifier la mise en conformité du site vis-à-vis de de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 août 2017 par :

- La mise en place de dispositif de rétention pour chaque chais
- La transmission d'un porter à connaissance
- La réalisation d'une analyse du risque foudre

De ce fait, l'arrêté de mise en demeure du 17 août 2017 cesse de produire effet.

Concernant l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2022, des justificatifs sont attendus pour vérifier la conformité du site à certaines prescriptions (étude ATEX, la validation par le SDIS des moyens de défense incendie, la réalisation et la mise en place du plan de défense incendie, justifier la rétention du chais n°1....) et certaines actions de mise en conformité sont attendus notamment la réalisation de la clôture du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont efficacement clôturées sur la totalité de leur périphérie. Dans les parties nécessitant la mise en place d'une clôture, la hauteur minimale de celle-ci est au moins égale à 2 m. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies permettent l'évolution des engins des services d'incendie et de secours.  La mise en sécurité du site par la présence d'une clôture est réalisée, au plus tard, le 31 août 2022.
<b>Constats :</b> A ce jour le site n'est pas clôturé sur sa totalité, seuls ont été clôturés les bassins de rétention et les réserves incendie. L'exploitant a déclaré que ce site a été repris il y a environ 18 mois par VIVADOIR et ce dernier a réalisé de gros investissements pour assurer la mise en conformité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Toutefois, il n'a pas été possible budgétairement de finaliser l'ensemble des travaux sur une année. La mise en place de la clôture sur l'ensemble du site est prévue sur l'exercice budgétaire 2024. <b>L'exploitant doit justifier du respect de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2022 en installant une clôture sur la totalité de la périphérie du site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 2 : Interrupteur général de coupure de l'alimentation électrique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> *Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum, une fois par an, par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans un rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. *Chaque chai est équipé d'un interrupteur général (situé à proximité d'une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage avec un voyant lumineux lors de la mise sous tension), bien signalé et protégé des intempéries, qui permet de couper l'alimentation à l'exception des moyens de secours et de sécurité. Ce dispositif est mis en place au plus tard le 31 août 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification (APAVE) daté du 27 juin 2023. Ce dernier comporte deux observations concernant les éclairages de sécurité et les dispositifs de protection différentielle. L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit tracer les mesures correctives réalisées, afin de mettre en conformité les installations électriques. Le certificat Q18 réalisé par l'Apave le 27 juin 2023, à la suite de l'intervention du 12 juin 2023, a été présenté. Il précise que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Chaque chai est équipé à l'extérieur, à proximité de l'entrée, d'un interrupteur général. L'exploitant déclare que l'alimentation électrique est coupée tous les soirs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Réalisation d'une étude ATEX**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone à atmosphère explosible
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> *L'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois catégories de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion ( zone de type 0 , zone de type 1 et zone de type 2 ). L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. La mention « risque d'explosion en cas d'incendie » est affichée aux entrées des chais présentant des risques d'explosion notamment ceux dans lesquels sont implantées des cuves inox. Afin de déterminer les différentes zones à atmosphère explosible de l'établissement. L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude ATEX. Les préconisations et les éventuels travaux à mettre en œuvre devront faire l'objet d'un échéancier à transmettre à l'inspection des installations classées dans les 2 mois suivant la réalisation de l'étude.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré que l'étude ATEX a été réalisée par le bureau d'étude VERITAS, mais il n'a pas été en mesure de la présenter. Il s'engage à transmettre, dans les meilleurs délais, cette étude accompagnée, en tant que de besoin, d'un échéancier pour la réalisation des travaux. <b>L'exploitant doit justifier de la réalisation d'une étude ATEX, et transmettre un échéancier des mesures éventuellement à mettre en place.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 7.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'activité est soumise aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel n° DEVP10259330A du 4 octobre 2010. Obligation de faire réaliser par un organisme compétent: *Une analyse foudre *Une étude technique en fonction de l'analyse foudre *Si nécessaire, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention *La vérification complète des installations (organisme distinct de l'installateur) *Vérification de l'état des dispositifs de protection contre la foudre tous les 2 ans *Une vérification visuelle annuellement
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'analyse du risque foudre datée du 04 avril 2018, réalisée par l'Apave et l'étude technique foudre datée du 25 mai 2018, réalisée par l'apave. L'installation des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée par la société Franklin Sud Ouest et la première vérification effectuée par l'Apave le 07 février 2020. L'exploitant a présenté la dernière vérification périodique complète datée du 02 mai 2023 et réalisée par la société FRANKLIN ; aucune non-conformité n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Mise en œuvre de 2 aires de chargement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transports – chargements - déchargements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les 2 aires de chargement/déchargement des véhicules citernes sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol selon les emplacements prévus dans l'étude de dangers. Elles sont réservées uniquement au chargement et déchargement des alcools de bouche dans les camions ou des produits nécessaires à l'exploitation du chai. Ces aires sont opérationnelles au plus tard le 28 février 2022.</p> <p>Chaque aire est équipée d'un dispositif de regard siphon permettant d'éviter le transfert d'un produit enflammé vers les chais de stockages d'alcool.</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, et le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p> <p>Des consignes sont établies pour le chargement/déchargement des camions citernes, elles sont soit affichées à proximité des aires de dépotage, soit portées, avant toute opération, à la connaissance des chauffeurs des véhicules-citernes. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectuée que si la liaison équipotentielle est assurée et si la trappe du trou d'homme est déverrouillée. Aucune opération de chargement/déchargement des camions citernes ne peut être réalisée sans la présence de l'exploitant qui s'assure, en outre, que les trappes de trous d'homme du véhicule citerne sont en position déverrouillée.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les deux aires de chargement/déchargement des véhicules citernes ont été réalisées. Elles sont équipées d'un dispositif de regard siphon permettant d'éviter le transfert d'un produit enflammé.</p> <p>Elles sont équipées d'une liaison équipotentielle.</p> <p>Les consignes sont affichées au droit des aires.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection sur le fait qu'il y a toujours un responsable du site lors des chargements et déchargements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Mise en place de dispositifs de désenfumage sur les chais n°2 et 3**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les chais de stockage d'alcool de bouche, d'une surface au sol supérieure à 300 m<sup>2</sup>, sont équipés dans le tiers supérieur du bâtiment, de dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur conformes aux normes en vigueur. Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 m<sup>2</sup>, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol, avec un minimum de 1 m<sup>2</sup>. Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup>, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol.</p> <p>Les chais n°2 et 3 sont équipés au plus tard le 31 août 2022 de dispositifs de désenfumage conformes aux prescriptions techniques du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les chais n°2 et 3 sont équipés de dispositif de désenfumage: Le chai n° 2 comporte 8 exutoires pour 800 m<sup>2</sup> et le chai n°3 comporte 9 exutoires pour une surface de 1035 m<sup>2</sup>.</p> <p><b>L'exploitant doit justifier que la surface des dispositifs de désenfumage est conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2022.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Mise en place de deux réserves incendie – validation SDIS**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2023, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;</li> <li>* Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;</li> <li>* Une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m<sup>3</sup> positionnée au Sud du chai n° 1 (parcelle n° 338) et d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 360 m<sup>3</sup> positionnée à l'Est du chai n° 3 (parcelle n° 331);</li> <li>* Chaque chai est doté d'extincteurs portatifs de telle sorte que la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne soit jamais supérieure à 15 mètres.</li> <li>* 5 robinets d'incendie armés (RIA) dont 3 sont disposés aux entrées du chai n° 2 et 2 aux entrées du chai n° 3.</li> </ul> <p>En l'absence de robinets d'incendie armés, les chais d'une surface supérieure à 300 m<sup>2</sup> sont dotés d'un extincteur de 50kg sur roue;</p> <p>Les deux réserves d'eau incendie sont opérationnelles, au plus tard le 31 janvier 2022. Les moyens de défense incendie doivent être validés par le SDIS (attestation).</p>
<p><b>Constats :</b>  Aucun plans des locaux avec les réseaux et la description des dangers pour chaque local n'est disponible sur le site  Les deux réserves d'incendie (120 m<sup>3</sup> et 360 m<sup>3</sup>) sont en place.  Les extincteurs, ainsi que les RIA, sont présents et ont été vérifiés.  Chaque chai est doté d'extincteurs portatifs.  L'exploitant informe l'inspection sur le fait que le SDIS doit se rendre sur site le 20 juillet prochain, afin de valider les dispositifs.  <b>L'exploitant doit justifier la validation par le SDIS 32 des moyens de défense incendie, ainsi que du plan d'intervention.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Mise en place d'un dispositif de coupure d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention des services de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise, en relation avec le service départemental d'incendie et de secours du Gers, un plan d'intervention pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers. Afin de garantir la sécurité du personnel du service d'incendie et de secours lors d'un sinistre, un dispositif de coupure d'urgence permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement est mis en place. Ce dispositif est inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours. Le dispositif de coupure d'urgence est installé, au plus tard le 31 août 2022</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site comporte un dispositif de coupure d'urgence pour la mise hors tension générale du site au droit du chai n°1. Ce dernier n'est pas clairement identifié par un panneau ou un pictogramme.  <b>L'exploitant doit justifier la mise en place d'un plan d'intervention et la pose d'une signalisation de la coupure d'urgence</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Prévention des risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2022, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de récupération et de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bassin étouffoir maçonné d'un volume de 150m <sup>3</sup> disposé en amont du bassin de rétention de 1 113m <sup>3</sup> , ouvrages alimentés par des canalisations avec regards siphoniques coupe-feu. Bassins implantés au sud de la parcelle n°338. Les dispositifs siphoniques sont constitués en matériaux incombustibles. Chaque chai est équipé de seuils de portes ou de caniveaux permettant de canaliser les liquides vers le bassin de rétention. Le bassin de rétention est équipé à son exutoire d'une vanne afin de contenir un liquide susceptible d'être pollué. Le bon fonctionnement est vérifié périodiquement et les dates de contrôle sont consignées dans un registre. Le volume du bassin de rétention externe aux chais est de 1 113m <sup>3</sup> (50% du volume de stockage des 3 chai + besoin en eau incendie). Un plan d'intervention est établi par l'exploitant, ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours, ce dernier est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercices réalisés par le SDIS. L'ensemble des dispositifs de rétention sont opérationnels au plus tard le 31 janvier 2022.
<b>Constats :</b> Un bassin étouffoir a été réalisé, ce dernier est en état de fonctionnement (en eau). Un bassin de rétention externe, de 1 113 m <sup>3</sup> , a été réalisé ; il est équipé d'une vanne d'isolement permettant de contenir les eaux d'extinction incendie. Ces bassins sont alimentés par des canalisations avec regards siphoniques coupe-feu. Chaque chai est bien équipé de seuils de portes et/ou de caniveaux, afin de canaliser les liquides vers les bassins de rétention. Au niveau du chai n° 1, au vu de la configuration du sol, il est demandé à l'exploitant de justifier que les liquides ne sortent pas du bâtiment et qu'ils sont bien dirigés vers la grille exutoire. <b>L'exploitant doit justifier que les liquides du chai n°1 sont correctement évacués vers la grille exutoire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois